Enseignement à distance: c’est encore aux travailleurs/ses et à la jeunesse de payer

Depuis cette semaine, l’ensemble des établissements scolaires ont de nouveau fermé leurs portes. Ce rebasculement dans l’enseignement à distance n’a pas été planifié suffisamment, ce qui a causé de nombreuses difficultés pour les enseignant-e-s comme pour les élèves et leurs familles. En particulier, bien que la pandémie dure depuis plus d’un an, le ministère de l’Éducation Nationale n’a toujours pas investi dans des serveurs et des logiciels permettant la connexion à distance de tous les élèves - sans parler d'investissement en personnels, alors même que profs et AED ("pions") se mobilisent régulièrement pour revendiquer des recrutements (sans parler d'investissement en personnels) ! Ainsi, les élèves et leurs parents ont dû se débrouiller comme ils et elles pouvaient pour au moins récupérer les documents et devoirs de la semaine. Dans ces conditions, pour celles et ceux qui travaillent, qui télé-travaillent ou qui galèrent, c’était mission impossible de s’occuper de leurs enfants, ainsi menacé-e-s de décrochage scolaire à court terme. Les femmes, qui assurent en moyenne une plus grande part des tâches domestiques, sont ainsi particulièrement pénalisées. Les personnels ont également souffert de cette désorganisation qui les contraint à travailler toujours plus, en trouvant toujours moins de sens à leur activité.

Le résultat d'une politique capitaliste et non "la faute à pas de chance"

Plus profondément, c'est le résultat d'une politique générale qui, faute de chercher à éteindre l'épidémie ou maintenir la circulation du virus à un niveau très bas, fait payer les pots cassés à la population en général avec un nombre très élevé de morts et aux salarié-e-s et à la jeunesse en particulier avec des conditions de vie et une restriction des libertés durables et pénibles. Ce nouvel exemple est symptomatique de la manière dont Macron et son gouvernement combattent la pandémie de Covid-19 : en évitant au maximum tout ce qui pourrait coûter de l’argent à la classe capitaliste et à son État, et en faisant peser tout le poids des mesures sur les travailleurs/ses. Et pendant ce temps, les patrons et autres chefs de services invitent leur personnel à « se mettre au vert »… comme si tout le monde était en télétravail et pouvait se réfugier dans une résidence secondaire à la campagne ! Sans parler des millions qui ont perdu leur emploi, des revenus amputés par le chômage partiel, des personnes mal logées pour qui la Covid-19 s’ajoute à bien d’autres risques sanitaires.

Le résultat de cette politique est bien connu : le cap des 100 000 mort.e.s en France sera franchi d'ici quelques jours, et des centaines de milliers de personnes auront des séquelles à long terme du coronavirus. Ce à quoi s'ajoute un lourd bilan psychologique après plus d'un an d'inquiétude pandémique et d'épuisant « *stop and go* » – la succession illisible de confinements, déconfinements et reconfinements décrétés, sans réel travail avec les scientifiques et les citoyen-ne-s, par Macron et son gouvernement qui forcent chacun-e à s'adapter sans cesse à de nouvelles conditions de vie et de travail sans pouvoir se projeter dans l'avenir. Enfin, le coût économique de l'échec de la politique sanitaire macronienne est immense, et la priorité du gouvernement dans ce domaine est de limiter les pertes des investisseurs capitalistes en laissant, là aussi, les salarié-e-s et les chômeurs/ses payer les pots cassés (notamment avec la réforme actuellement en cours de l'assurance chômage).

Même si cette semaine a également vu apparaître ce qui semble être des signes encourageants dans l'évolution de la pandémie, avec notamment la baisse du nombre de nouveaux cas détectés, la campagne de vaccination demeure incroyablement lente à cause du maintien des brevets sur les vaccins qui limite leur production. À plus long terme, la question de la vaccination se pose inévitablement à l'échelle mondiale : le virus peut continuer de muter et résister aux vaccins tant qu'il n'est pas sous contrôle dans le monde entier, et donc il est de l'intérêt de tous et toutes que toute la population mondiale soit très rapidement vaccinée. Mais cela ne semble pas préoccuper le président Macron et son « intelligence supérieure » ! Les principales victimes de ce virus et de la crise qu'il engendre étant dans les classes exploitées, cela n'est pas suffisamment important non plus pour que les classes capitalistes internationales s'attaque réellement au problème.

Un coup d'accélérateur dans l'offensive contre les libertés démocratiques et la démagogie réactionnaire

Il faut dire que Macron et les siens sont en même temps très occupés à restreindre les libertés démocratiques, par exemple en interdisant cette semaine, entre autres, une manifestation en soutien à la librairie anarchiste La Plume noire à Lyon, et une manifestation pour la libération du prisonnier politique Mumia Abu Jamal à Paris. Plus grave encore est leur campagne contre le syndicat étudiant UNEF, menacé de dissolution pour avoir organisé des réunions en non-mixité de personnes racisées, alors même que le droit à l'auto-organisation des opprimé-e-s est précisément une condition indispensable à leur représentation démocratique dans les syndicats. L'ONG Amnesty International a d'ailleurs adressé ce mercredi un « carton rouge » à l'État français, en raison notamment des violences policières à répétition constatées de toutes parts ces dernières années (quoique niées obstinément par le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin). Il est cependant évident que cette sanction est avant tout symbolique et ne sera suivie d'aucun poursuite, ce qui permet de révéler l'impuissance politique complète de ces organisations.

Que font les directions syndicales ?

Mais que font les directions des syndicats face à cette situation ? Si la CGT, FO, FSU et Solidaires dénoncent régulièrement dans des communiqués les attaques anti-démocratiques du gouvernement, elles n'en sont pas à organiser une riposte de notre classe. Évidemment, la situation sur le terrain, dans les boites, est difficile, et il n'est pas facile de convaincre les collègues de se mobiliser. Cependant, c'est à cela que devrait servir les directions syndicales, plutôt que de passer des mois entiers en concertation avec le gouvernement : permettre le plus mieux possible qu'une riposte existe. Cela impliquerait en effet au minimum de revendiquer clairement, dans l'unité et à l'échelle confédérale :

- un plan de vaccination massif avec levée des brevets et réquisition des moyens de production ;
- l'interdiction des suppressions d'emplois, le maintien du salaire complet par la nationalisation sous contrôle des travailleurs/ses des entreprises qui sont incapables de maintenir les emplois et les salaires ;
- une garantie d'existence ou « salaire à vie » pour tou-te-s, en fonction de leur niveau de qualification et de la pénibilité de leur travail, même en période de chômage ;
- le recrutement et l'investissement à hauteur des besoins dans les services publics, et en particulier dans la santé et l'enseignement ;
- l'affirmation inconditionnelle du droit de se réunir (en non-mixité ou non), de manifester et de faire grève.

Une plateforme simple de revendications — celle-là n'est certainement pas parfaite, mais a le mérite de constituer une proposition — permettrait aux travailleurs/ses et à la jeunesse de se l'approprier en rapport avec leurs propres besoins et aspirations. Il faudrait encore que les directions syndicales proposent un plan de bataille pour l'inévitable affrontement avec la classe capitaliste, une manière crédible de paralyser l'économie du pays jusqu'à satisfaction des revendications, par exemple avec un appel à la construction d'une grève générale préparée par la constitution en amont de caisses de grève abondées par les syndicats et gérées par les grévistes.

Pour en revenir à la question de l'enseignement à distance, et notamment du rôle des directions syndicales, qu'a fait la direction de la FSU, confédération syndicale majoritaire dans la plupart des secteurs de l'Éducation nationale ? Elle a permis au gouvernement de maintenir l'enseignement dans les conditions habituelles (classes surchargées, locaux mal ventilés…) malgré le niveau élevé de circulation du virus, au lieu d'appeler à la grève pour le recrutement de plus d'enseignant-e-s, la réquisition de locaux et l'investissement dans les équipements sanitaires (purificateurs d'air, masques chirurgicaux et FFP2, etc.) et pédagogiques. Aujourd'hui, la direction de la FSU a donc aussi une part de responsabilité dans le rebasculement vers l'enseignement à distance dans des conditions déplorables.

Une victoire de notre classe contre le virus et contre la politique sanitaire de Macron

modifierait profondément les rapports de forces politiques en France. Elle permettrait d'envisager autre chose qu'un duel Macron-Le Pen aux présidentielles, et surtout elle serait un premier pas vers la construction d'une authentique représentation politique des exploité-e-s et des opprimé-e-s, d'un véritable parti communiste révolutionnaire. Même dans la situation actuelle, une telle victoire est possible par une mobilisation massive de la jeunesse et du monde du travail. Les confédérations syndicales (CFT, FO, FSU, Solidaires) peuvent lui ouvrir la voie en proposant dans l'unité une plateforme de revendications contre le virus et contre Macron, et en préparant dès aujourd'hui les conditions d'une grève générale jusqu'à satisfaction des revendications. Pourtant, la crise que nous traversons permet de mettre en lumière leurs rôles réels : s'inscrire pleinement dans le dialogue social et, de fait, contribuer à la gestion calamiteuse de la catastrophe sanitaire et sociale. L'auto-organisation, à la base des syndicats mais aussi de tous les cadres collectifs doivent être une priorité pour les travailleurs/ses qui ne veulent pas se résigner à subir la situation .

Tendance CLAIRE, le 11 avril 2021